



Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

Mars 2008

Termes de référence du Séminaire international sur le Secteur Informel en Afrique: Instruments de mesure, analyses et intégration des politiques économiques et sociales

Bamako, AFRISTAT, 22-24 octobre 2008

I. Contexte et antécédents

En 1997, AFRISTAT organisait un séminaire international intitulé « *Le secteur informel et la politique économique en Afrique subsaharienne* ». Il s'agissait de la première manifestation d'envergure de cette institution régionale toute récente. Monté en collaboration avec plusieurs partenaires internationaux (EUROSTAT, ODA, Banque mondiale, BIT, Ministère français de la coopération, ORSTOM, INSEE et DIAL), ce séminaire a réuni un large public : 25 délégations des pays d'Afrique subsaharienne, francophones, anglophones et lusophones, une quarantaine de participants extérieurs, experts et représentants d'organisations internationales et régionales, spécialistes des instituts nationaux de la statistique des pays du Nord ainsi que des représentants des utilisateurs d'informations statistiques sur le secteur informel dans le pays d'accueil (Mali).

Le succès de cette manifestation s'est notamment traduit par la publication des actes du séminaire (en français et en anglais), mettant en lumière la richesse des contributions et des débats, les avancées mais aussi les nombreuses zones d'ombre encore à explorer (AFRISTAT, 1998¹). Les recommandations du séminaire synthétisaient les acquis et proposaient un certain nombre de pistes pour améliorer la connaissance du secteur informel, qui constituaient autant de défis à relever pour la statistique publique en Afrique, et plus largement dans les pays en développement.

Onze ans après ce séminaire, il est nécessaire de dresser un nouvel état des lieux de la situation. Outre l'intérêt évident, dans une perspective de suivi, de faire le point des progrès accomplis depuis une décennie, trois autres raisons importantes en justifient l'opportunité :

1. Sur le plan statistique, de nombreuses enquêtes sur le secteur informel ont été réalisées. L'expérience des *enquêtes 1-2-3* est exemplaire à cet égard. Depuis 1997, les opérations de terrain, en partenariat systématique avec les INS et les institutions statistiques régionales, se sont multipliées avec succès. Ainsi, les enquêtes ont été réalisées en 2001-2002 et à la demande de la commission de l'UEMOA, dans chacune des principales métropoles de sept pays de l'Union, certains pays prenant même l'initiative de reconduire l'enquête phase 1 au niveau national (Mali) ou les phases 1 & 2 au niveau des grandes villes (Bénin). A Madagascar, une série annuelle a été mise en place, avec extension aux grands centres urbains en 2000 et 2001. Le système est toujours en place à ce jour. En 2004-2005, le Cameroun et la RDC ont réalisé une enquête de type 1-2-3, à l'échelle nationale. Enfin, au Burundi, un dispositif d'*enquêtes 1-2-3* à passages répétés avec extension géographique progressive a été mis en place en 2006. Au-delà de l'expérience des enquêtes 1-2-3, d'autres types d'enquêtes ont été réalisés dans plusieurs pays africains (Tanzanie, Afrique du Sud, Botswana, etc.)².

¹ AFRISTAT (1997 et 1998), *Actes du séminaire sur Le secteur informel et la politique économique en Afrique subsaharienne*, Série méthodes N°1, 3 tomes, Bamako, Mali.

² Voir CEA (2007), "Le secteur informel: définition, concept et poids dans les économies africaines ", Addis Abbeba ; document discuté lors de l'atelier d'experts organisé à Lusaka (Zambie) en novembre 2007.

2. Par ailleurs, la réflexion internationale sur les statistiques du secteur informel a sérieusement avancé, notamment avec les travaux du « Groupe de Delhi ». Mis en place en 1997 et coordonné par la Division statistique des Nations Unies et le BIT, ce groupe constitué d'experts de 24 pays et autant d'instances internationales, a organisé onze réunions annuelles d'échange d'expériences en vue d'améliorer les stratégies d'enquête et l'harmonisation des statistiques sur le secteur informel à l'échelle internationale. Un manuel, intitulé « *Manual on Surveys of Informal Employment and Informal Sector* » à publier en 2008, est en cours de préparation et des échanges réguliers s'opèrent avec le groupe d'expertise sur la mise à jour du SCN-93 (AEG) qui a retenu l'idée de développer un chapitre entier spécifique au secteur informel et celle d'un compte satellite sur l'emploi informel.
3. Enfin, du côté des politiques économiques, si la mesure et l'analyse du secteur informel gardent toute leur acuité étant donné son poids dans les économies des PED, les nouvelles orientations des politiques de développement lui confèrent un rôle nouveau et central. La focalisation sur la réduction de la pauvreté (à travers les initiatives DSRP, PPTTE et OMD), place les politiques d'appui au secteur informel au cœur des stratégies de développement. Ceci se traduit par un intérêt renouvelé pour les questions d'emploi³ ou de micro-crédit intimement liées au secteur informel. Ainsi, une prise de conscience s'est opérée quant à l'importance incontournable de la statistique publique pour la conduite et le suivi des politiques, tandis que du côté de la recherche, des avancées notables ont été relevées ces dernières années en matière de méthodologie d'évaluation d'impact des politiques et des projets, suscitant une demande croissante des partenaires du développement.

Pourtant, alors que les conditions sont propices à des avancées dans le domaine de la prise en compte du secteur informel, aussi bien dans les statistiques que dans les politiques, l'éparpillement d'expériences indépendantes et dispersées ne favorisent pas la capitalisation dans ce domaine. La communication entre statisticiens (ou autres professionnels concernés par le secteur informel) de pays différents reste limitée. Les liens entre les statistiques, la recherche et les politiques sont tout aussi ténus. Il y a donc clairement un besoin d'intégration et de coordination sur ce front, que le contenu du séminaire contribuera à satisfaire.

II. Contenu du séminaire : Bamako, onze ans après

Le forum d'échange qui a eu lieu en 1997 à Bamako portait sur les quatre thèmes suivants :

- (i) Le secteur informel : définition et importance : il s'agissait, en s'appuyant sur les définitions de la 15^{ème} CIST (Conférence Internationale des Statisticiens du Travail, organisée par le BIT) de positionner le secteur informel dans l'économie des pays en développement
- (ii) Techniques d'enquêtes permettant la mesure du secteur informel : l'approche directe des unités de production informelles (UPI) gagnerait à être remplacée par des dispositifs mixtes (ménages/UPI) ;
- (iii) Intégration du secteur informel aux systèmes d'information économique (dont la comptabilité nationale) : cette intégration porte à la fois sur la production, l'emploi et les consommations intermédiaires.
- (iv) Diffusion des résultats auprès des utilisateurs : une meilleure connaissance du secteur informel doit déboucher sur des analyses permettant aux décideurs de définir les politiques adaptées à l'intégration du secteur dans la vie économique nationale.

Les thèmes du forum international d'octobre 2008 s'inscriront d'emblée dans la problématique d'intégration des statistiques sur le secteur informel dans les politiques économiques et sociales, capitalisant les expériences acquises depuis onze ans en la matière en Afrique.

Objectifs et contenu du séminaire de 2008

Se référant aux acquis de « Bamako 1997 », le séminaire ne reprendra pas les débats sur les concepts, nomenclatures ou définitions du secteur informel même s'ils sont toujours d'actualité. Après avoir vérifié la pertinence et la compatibilité des concepts, on cherchera à mieux articuler la production et les utilisations des statistiques sur le secteur informel et on se focalisera sur les nouvelles dimensions apparues depuis en s'appuyant notamment sur les principaux enseignements tirés des délibérations du groupe de Delhi.

³ Cf. par exemple en Afrique, sommet des Chefs d'Etat de Ouagadougou en 2004

Par ailleurs, on appréciera l'introduction du secteur informel dans les comptes nationaux, qui consacre l'exhaustivité du PIB, avec l'élaboration des comptes de production et de génération des revenus. De plus, l'usage de la matrice unitaire des emplois permettra de produire les valeurs ajoutées par travailleur, en les confrontant aux différentes composantes de l'emploi.

Enfin, l'analyse des politiques existantes ou à promouvoir, suppose le développement des dispositifs et des études d'évaluation d'impact des politiques et des projets. Il conviendra, à cet égard, d'envisager les méthodes pour articuler la production et l'utilisation des statistiques sur le secteur informel.

Cinq thèmes ont ainsi été identifiés ainsi que des sous-thèmes, dont la liste indicative a été produite dans le seul souci de susciter des communications de la part des participants :

- I) Apprécier le chemin conceptuel parcouru depuis 11 années de pratique du domaine. En particulier, tirer les enseignements et perspectives des réponses apportées par le Groupe de Delhi⁴ aux questions d'opérationnalisation des concepts du secteur informel.
- II) Faire le bilan des dispositifs de mesure développés sur le secteur informel et faire le point sur leur pertinence et leur complémentarité ; apprécier le fait qu'ils alimentent (ou non) la réflexion stratégique d'une manière assez large.
- III) Evaluer les utilisations des statistiques du système informel par la comptabilité nationale ; on partira des réflexions du groupe d'expertise sur la mise à jour du SCN-93 (AEG) et des travaux de la 17^{ième} conférence internationale des statisticiens du travail (BIT 2003).
- IV) Evaluer les autres utilisations des statistiques du système informel, en particulier pour les politiques sociales et les stratégies de lutte contre la pauvreté.
- V) Traiter les aspects institutionnels clefs tels que ceux des rôles des INS ; de la cellule DSRP ; de leur collaboration pour alimenter le système d'information (producteurs et utilisateurs) sur le secteur informel.

Matrice des thèmes et sous-thèmes (liste indicative pour appel à contribution)

Thème I : Analyse des réponses apportées aux questions d'opérationnalisation des concepts

- 1) Secteur moderne, secteur informel non agricole et secteur agricole : quelles définitions pour une couverture exhaustive des activités économiques ?
- 2) Difficultés liées à la diversité des critères opérationnels retenus, etc.
- 3) Secteur informel, emploi informel et travail décent.

Thème II : Pertinence et complémentarité des dispositifs de collecte des données :

- 4) Bilan méthodologique des enquêtes mixtes en Afrique.
- 5) Méthodes d'estimation des principaux indicateurs ainsi que des procédures statistiques en fonction des dispositifs utilisés.
- 6) Comparaison des dispositifs existants (LSMS, 1-2-3, enquêtes entreprises, autres enquêtes mixtes...).
- 7) Elargissement au niveau national : conditions minimales pour obtenir des agrégats nationaux valables (principales villes, milieu urbain, national).

Thème III : Utilisations des statistiques du système informel par la comptabilité nationale :

- 8) Mesure des agrégats (production, valeur ajoutée...) des UPI.
- 9) Comptes satellites de l'emploi.
- 10) Prise en compte du secteur informel rural non agricole dans l'estimation du PIB

Thème IV : Autres utilisations des statistiques du système informel :

- 11) Pauvreté et secteur informel : ressources et consommation des ménages
- 12) Vulnérabilité des emplois et protection sociale
- 13) Secteur informel et aménagement urbain (utilisation des espaces publics, commerce ambulants...)
- 14) Micro crédit, formation à la gestion et mutualisation des risques de l'entreprise
- 15) Travail des femmes, des enfants, pénibilité, risques sanitaires
- 16) Formation professionnelle en alternance et apprentissage dans le secteur informel.

⁴ Trois représentants du Groupe de Delhi seront invités au séminaire

Thème V : Rôles institutionnels des INS, cellules DSRP, etc.

- 17) Fiscalité et enregistrement des unités de production informelles
- 18) Difficultés et contraintes liées au développement de la production statistique sur le secteur informel en Afrique : principaux enseignements et perspectives d'amélioration
- 19) Quels échanges pour la production d'indicateurs de qualité ? Les éventuels retours sur les dispositifs de collecte.

III. Organisation

Date et Lieu

Le séminaire se déroulera sur deux ou trois jours (en fonction des financements), soit du 22 au 24 octobre 2008, à Bamako (Mali), à la suite du comité de direction d'AFRISTAT. Ce calendrier serré suppose un timing précis des interventions en plénière ainsi que des travaux en groupes. Ainsi, concernant les communications, la séquence indicative est ordonnancée comme suit :

- Mars/avril : une fois les TDR publiés, le comité d'organisation (1^{er} niveau) se mobilise ;
- Avril/mai : identification des interventions potentielles par thème et/ou sous-thèmes ;
- Juin/août : finalisation de la liste des contributeurs et relance régulière pour des documents finalisés au 15 août ;
- Septembre/octobre : traduction des textes essentiels dans l'autre langue (anglais ou français).

En effet, les communications présentées en séances plénières seront seules rendues disponibles en deux langues. Par ailleurs, il conviendra de prévoir un dispositif de traduction simultanée.

Institutions participantes

AFRISTAT est la cheville ouvrière de cette manifestation, en collaboration avec d'autres institutions, qu'il convient de prospecter. Les organisations partenaires du séminaire de 1997 sont des candidats naturels et certaines d'entre elles ont déjà manifesté leur intérêt (DIAL, MAE/DGCID). D'autres organismes agissant dans ce domaine devraient également être sollicités (CEA, BAD, PARIS-21, PDM, FAO, etc.)

Du côté des participants, on peut reprendre en l'élargissant le champ des acteurs de Bamako (institutions, spécialistes), en conservant un rôle central aux INS. On pourrait envisager une trentaine de délégations pays comprenant trois personnes : (i) le DG INS ; (ii) le responsable secteur informel de l'INS (soit comptable national soit statisticien d'enquêtes) et (iii) le responsable de la cellule DSRP/CSLP ; une dizaine de chercheurs/universitaires du Sud et une quarantaine de participants institutions internationales, spécialistes/chercheurs du Nord viendront compléter le panel ; soit un total avoisinant 140 participants.

IV. Résultats et débouchés

Publication/diffusion : on s'en tiendra au minimum, c'est-à-dire aux actes du colloque, en anglais et en français, regroupant l'ensemble des communications et les débats qu'elles auront suscité. Ces actes seront postés sur le site d'AFRISTAT et un CD-ROM sera distribué aux participants à la fin du séminaire.

Suites du séminaire : les principaux résultats du séminaire seront capitalisés à l'échelle internationale à chaque occasion (dont la manifestation Vietnam 2009).